



Les tarifs douaniers et l'impératif de durabilité :

Ce que les entreprises canadiennes devraient faire ensuite.

**forv/s
mazars**

La récente vague de droits de douane américains sur les produits canadiens - et les mesures de rétorsion prises rapidement par le Canada - ont créé des perspectives économiques difficiles. Avec des mesures telles que des droits de douane de 10 % sur les produits énergétiques et de 25 % sur l'acier et l'aluminium, l'impact se fait sentir dans l'ensemble de l'économie canadienne. Les contre-mesures prises par le Canada sont tout aussi vastes et couvrent les produits alimentaires, les matières premières et les produits manufacturés américains.

Au-delà des effets économiques immédiats de ces politiques commerciales, les entreprises canadiennes ne doivent pas négliger le risque de ralentissement, voire d'inversion, des progrès accomplis en matière de climat et de stratégies de développement durable au sens large.

La durabilité favorise la stabilité financière immédiate

L'augmentation du coût des intrants, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la réduction des marges bénéficiaires obligent à repenser les priorités d'investissement. Il en résulte un glissement naturel - et souvent nécessaire - vers la stabilité financière à court terme, qui peut entraîner une réorientation des ressources destinées à la mise en œuvre d'initiatives en matière de développement durable.

Il est essentiel de communiquer de manière cohérente sur la valeur commerciale du développement durable - même lorsque les progrès sont progressifs - afin de maintenir l'élan et d'obtenir un soutien interne. Les chefs d'entreprise et les responsables du développement durable doivent présenter un argumentaire clair qui positionne le développement durable comme un outil d'amélioration de la stabilité financière. Pour ce faire, ils doivent :

- Démontrer comment les initiatives de développement durable peuvent s'autofinancer ou fournir un retour sur investissement (RSI) positif
- Lier directement les résultats des initiatives de développement durable à des indicateurs de performance mesurables, par exemple en liant les réductions d'émissions aux économies réalisées grâce à la diminution de la consommation d'énergie.
- Donner la priorité aux actions rentables à fort impact qui présentent des avantages opérationnels immédiats, par exemple en adoptant des pratiques de production durables fondées sur les principes de l'économie circulaire, qui peuvent réduire les coûts des matériaux et la dépendance à l'égard des intrants importés.

Durabilité de la chaîne d'approvisionnement : risque ou réinitialisation

Les droits de douane ont incité les entreprises canadiennes à chercher des alternatives aux produits américains, ce qui a entraîné une reconfiguration de la chaîne d'approvisionnement. La recherche de produits moins chers ou plus rapides risque de compromettre les normes sociales et environnementales.

La durabilité doit rester un principe directeur dans les décisions d'achat, alors que les entreprises explorent de nouvelles relations commerciales en réponse aux pressions tarifaires. L'approvisionnement responsable permet de préserver la confiance des parties prenantes et d'atténuer le risque de perturbations opérationnelles ou de coûts imprévus. Quelles mesures peuvent être prises dans la pratique ?

- Procéder à une vérification rigoureuse du respect des droits de l'homme afin de réévaluer le profil de risque des fournisseurs.
- Intégrer des critères de durabilité dans le processus de sélection des fournisseurs afin de s'assurer que les nouveaux fournisseurs s'alignent sur vos valeurs et permettent une meilleure traçabilité.
- Collaborer avec les fournisseurs sur des objectifs mutuels de durabilité, par exemple la réduction des déchets et les normes de travail équitables.

Intégrer les retombées tarifaires dans l'évaluation des risques climatiques

Les tarifs influencent le paysage énergétique mondial, certains pays revenant à des sources d'énergie traditionnelles, telles que le charbon, pour stabiliser leur économie. Ce changement peut entraîner une

augmentation des émissions mondiales et une probabilité accrue de phénomènes météorologiques plus extrêmes, même à court terme. Du point de vue de l'adaptation, les tarifs pourraient rendre les investissements de résilience plus coûteux, réduisant ainsi la capacité à se remettre efficacement des événements liés au climat.

Dans ce contexte, il est essentiel que les entreprises canadiennes intègrent cette dynamique évolutive dans leurs évaluations des risques climatiques, en particulier lorsqu'elles prennent des décisions stratégiques concernant de nouveaux fournisseurs et de nouveaux marchés. Plus précisément, il s'agit de :

- Réévaluer l'exposition aux risques climatiques physiques et de transition, en particulier ceux qui étaient auparavant considérés comme négligeables ou qui n'avaient pas été pris en compte.
- Réévaluer la capacité financière à absorber les impacts potentiels liés au climat, y compris les impacts sur la rentabilité, la liquidité et la résilience opérationnelle.
- Contrôler la capacité à transférer les risques de manière efficace, en particulier si l'escalade des risques climatiques suscite des inquiétudes quant au caractère abordable des primes d'assurance.

Des opportunités dans la perturbation

Les tarifs douaniers ayant ravivé le sentiment d'acheter canadien, l'approvisionnement local permet de réduire les émissions dues au transport et d'améliorer la transparence de la chaîne d'approvisionnement. En outre, la situation actuelle ouvre de nouvelles perspectives pour l'innovation et le leadership canadiens, notamment dans le domaine de la production d'énergie propre. Alors que les fabricants américains risquent d'être confrontés à des coûts d'intrants plus élevés, les fournisseurs canadiens d'énergie propre peuvent saisir l'occasion d'accroître leurs capacités nationales, en s'appuyant sur des politiques gouvernementales favorables. Ce changement stratégique peut améliorer le positionnement concurrentiel et faciliter l'expansion sur de nouveaux marchés où la demande d'infrastructures à consommation zéro est en hausse.

En conclusion, la durabilité reste un impératif stratégique

Les conditions de marché difficiles engendrées par les tarifs ne doivent pas servir d'excuse pour revenir sur les engagements environnementaux et les responsabilités sociales. La durabilité renforce la résilience, stimule l'innovation et crée une valeur tangible. Même en ces temps incertains, la durabilité reste un levier stratégique essentiel qui améliore les performances globales de l'entreprise.

Comment Forvis Mazars peut vous aider

Notre équipe de professionnels expérimentés en développement durable est là pour aider les organisations de tous secteurs à naviguer dans la volatilité du marché et à passer de la réactivité à la résilience. Nous travaillons avec nos clients pour mieux comprendre et gérer les risques et opportunités liés au développement durable, alors qu'ils adaptent leurs modèles économiques, leurs chaînes d'approvisionnement et leurs marchés. Nos services comprennent :

- L'élaboration de stratégies de décarbonisation efficaces, alignées sur les objectifs opérationnels et financiers.
- L'évaluation et l'intégration de pratiques commerciales responsables dans les chaînes d'approvisionnement mondiales
- La réalisation d'évaluations solides des risques climatiques, y compris pour les nouvelles zones géographiques et les réseaux de chaînes d'approvisionnement
- L'amélioration des rapports sur le développement durable afin de renforcer la crédibilité et de garantir la conformité avec les exigences réglementaires en constante évolution.



Andrea Amaize,

Directrice, Conseils en matière de finance durable

andrea.amaize@forvismazars.com